

i. Panel: Promouvoir une croissance économique, partagée et durable

Objectif de la session : Découvrir et comprendre l'approche de chaque entité dans la promotion d'une croissance économique et soutenue, partagée et durable tout en assurant un plein emploi productif et un travail pour tous.

Intervenants :

Eden RATOMBOZAFY, Secrétaire général, Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé,

Michaela PAWLICZEK, Secrétaire Exécutive Association ADDEV

Mamy RATOLOJANAHARY, Directeur général de la planification, Ministère du Plan et de l'Economie

Modérateur: **Mirana RANARIVELO**, Spécialiste du secteur privé, UNICEF

Contexte de la session :

La croissance économique soutenue, partagée et durable repose sur un secteur privé fort, une industrie responsable et innovante, l'aboutissement de partenariat inclusif et la considération de toutes les catégories de la population dans les différentes des activités et de prises de décisions. Madagascar se caractérise par un chômage relativement faible, un sous-emploi très élevé et un important chômage déguisé. La proportion des emplois non protégés est de 90% selon les derniers chiffres officiels. De manière globale, les emplois inadéquats et les emplois non protégés sont beaucoup plus répandus en milieu rural et chez les groupes les plus vulnérables, en particulier chez les femmes et chez les jeunes. Parmi les facteurs à l'origine de cette situation, on souligne particulièrement le faible accès à la formation professionnelle, l'inadéquation des compétences aux besoins du marché du travail, et la prépondérance de l'économie informelle – y compris le secteur agricole – qui emploie 9 actifs sur 10. Pour un développement industriel durable, il est nécessaire d'investir dans l'infrastructure – le transport, l'irrigation, l'énergie, les nouvelles technologies de l'information et de la communication. La création de revenu doit être accompagnée de l'amélioration du niveau de vie des différentes catégories de la population et respectueux de l'environnement. Tous ces points suggèrent un rôle déterminant du secteur privé pour le développement durable du pays.

Défis identifiés :

- Comment peut-on évaluer le réel de l'investissement social pour que les impacts puissent être ensuite mesurés et suivis?
- Il n'y a pas d'incitation concrète en faveur de l'entrepreneuriat aussi bien pour les jeunes que pour les femmes. Il est important de l'envisager afin d'encadrer les coopératives dans le cadre de l'accès foncier, ainsi que les nouveaux retraités qui sont de grandes sources primaires de développement sectoriel notamment dans le secteur primaire
- Le développement industriel du pays doit contribuer au transfert de ressources malgaches pour contribuer au bien-être de la population et au développement du pays
- Le problème à Madagascar reste le caractère urgent de la lutte contre la pauvreté. Le défi est de développer des partenariats et des actions qui dès à présent préservent l'avenir les générations futures et restaurent les inégalités de classes sociales dans le pays afin de rendre possible la croissance inclusive.

Résolutions des discussions

La croissance économique commence par le dialogue entre secteur public et privé. Dans ce cadre, la mission du secteur privé est de promouvoir la croissance économique ainsi que la création d'emplois.

Le Ministère de l'industrie et du développement du secteur privé, accompagne les acteurs privés dans le Conseil et l'accompagnement de ces derniers dans le respect des normes et réglementations environnementales. Le développement des activités des coopératives permettrait de créer des emplois et d'opérer un développement sectoriel soutenu. Ce développement sectoriel permettra de créer de la valeur ajoutée à travers des structures et des organismes étatiques dédiés à la formation afin de limiter l'exode rural.

Il est de ce fait important de mettre à disposition du pays, un cadre référentiel de développement (la PND en cohérence avec la politique générale de l'Etat) et d'assurer une coordination et mise en œuvre des objectifs de Développement Durable (mise à jour de la feuille de route des objectifs de DD en 2016)

La société civile et les entreprises, telle que l'association ADDEV (Agir pour le développement durable et l'économie verte) a la responsabilité de « Pallier au sous-emploi des jeunes et des femmes » en soutenant la promotion de l'emploi vert et la mise en place label vert national et le Green Label Funds.

Pour qu'il y ait une croissance inclusive durable, les actions suivantes doivent être mises en place et priorisées :

- Mettre en place un processus de politique publique intégrant la promotion de l'économie responsable qui encourage les entreprises à intégrer le développement durable dans leur chaîne de valeur et renforcer le dialogue public/privé
- Réinventer le mode de production et de consommation qui a pour leitmotiv la promotion de l'économie solidaire productive et le partenariat basé sur les ressources intérieures et croissance économique inclusive.
- Prioriser la dignité humaine et les actions responsables en préservant l'environnement
- Réécrire les lois (cadre réglementaire) permettant de développer les nouveaux modèles économiques à Madagascar.
- Inclure des formations sur le développement durable dans les universités afin de préparer une nouvelle génération de managers responsables et éco-sensibilisés.
- Encourager la pratique de l'impact reporting afin d'encourager la communication responsable et la redevabilité auprès des parties prenantes.
- A l'exemple des matières comme l'éco-entrepreneuriat, l'écotourisme et l'agriculture biologique, il est également important de former à la création, l'utilisation, la maintenance d'outils écologiques (panneaux photovoltaïques pour Madagascar).
- Intégrer la diaspora malgache de l'étranger notamment celle de France pour des actions de DD à Madagascar
- Stimuler la responsabilité écologique des banques en les amenant à créer des produits verts (ex : financement pour agriculture ...).



Mots clés : Processus de politique publique, Economie solidaire productif, Croissance économique inclusive, Dignité humaine, Durabilité activités, Inégalités, partenariat, Dialogue public/privé, Création d'emploi, Normes environnementales, Développement des coopératives, Développement sectoriel, Taux de chômage, Inciter à l'entrepreneuriat